



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et
du logement**

Réf. : H:\Commun\2_Environnement\01_Etablissements\
Equipe_G1\TRAILSID (ex Phoenix_Services_ex
gagneraud)_Dunkerque_070.03172\5_Affaires\2023 changement
d'exploitant\Trailsid_dunkerque_RAPCO_070.03172 2.odt

Gravelines, le 20/07/2023

Unité Départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Équipe G1

Affaire suivie par : Florian POMIER
florian.pomier@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03 28 23 81 67 - Fax : 03 28 65 59 45

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES
(SANS PASSAGE EN CODERST)**

OBJET : Demande de changement d'exploitant (08/06/2023 complétée le 30/06/2023)
Demande de modification de l'article 31.4 de l'arrêté préfectoral du 07/07/2011 (porter-à-connaissance du 03/02/2021)

Équipe : G1

N° AIOT : 0007003172

Établissement :

Raison sociale : TRAILSID

Adresse de l'Etablissement : 7 rue des peupliers Arteparc Batiment G - 59810
LESQUIN

Contact de l'Entreprise : AMOSSE Vincent - Directeur Général –
vamosse@groupepcb.com

Activité : Traitement de laitiers sidérurgiques et de déchets du B.T.P.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)

Sommaire du Rapport

Annexe

1.- Projet d'arrêté préfectoral

- 1.- Objet du rapport
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Demande de changement d'exploitant
- 4.- Demande de modification de l'article 31.4 de l'arrêté préfectoral du 07/07/2011
- 5 – Suites administratives

1. – Objet du rapport

La société Phoenix Services France - Site Trailsid était autorisée, par arrêté préfectoral du 06 mars 2003 modifié, à exploiter une unité de valorisation de laitiers sidérurgiques et de déchets inertes du B.T.P. comprenant une installation classée sous la rubrique n°3532 "valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour : traitement du laitier" ».

La société Phoenix Services France a été liquidé le 1^{er} mai 2023. La société TRAILSID qui assurait jusque là les opérations industrielles sur le site pour le compte de Phoenix a déposé une demande de changement d'exploitant le 8 juin 2023 complété le 30 juin 2023 afin de reprendre sous sa responsabilité les activités du site.

Ce dossier traite également d'une demande datée du 03/02/2021 concernant la modification de l'article 31.4 de l'arrêté préfectoral du 07/07/2011 détaillant les moyens de secours contre l'incendie du site.

2. – Présentation de l'établissement

2.1. – Description de l'établissement

La société PHOENIX SERVICE FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 mars 2003 modifié, à exploiter une unité de valorisation de laitiers sidérurgiques et de déchets inertes du BTP sur le site TRAILSID de Dunkerque.

Le traitement comprend les opérations suivantes : déferrailage, concassage / criblage et éventuellement mélange ternaire.

Les laitiers bruts admis dans l'établissement proviennent essentiellement de chez ARCELOR MITTAL. Les déchets inertes du BTP proviennent des chantiers de démolition de la région.

2.2. – Situation administrative de l'établissement

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3532 "valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour : traitement du laitier".

3. – Demande de changement d'exploitant

3.1. –Capacités techniques et financières

La société TRAILSID indique réaliser depuis plusieurs années les opérations d'exploitation du site et reprendre l'intégralité du matériel et du personnel sous sa direction.

La société a également transmis le détail de ses comptes annuels qui atteste de ses capacités financières à exploiter le site.

3.2 Garanties financières

La société TRAILSID a actualisé le calcul des garanties financières celles-ci s'élèvent en 2023 à 64 903 € soit un montant inférieur au seuil de 100 000 € à partir duquel les garanties financières s'appliquent pour cette catégorie d'établissement.

3.3. – Avis de l'inspection

La société TRAILSID dispose des capacités techniques et financières pour exploiter le site, le calcul des garanties financières n'appelle pas de remarques particulières.

Cette demande est conforme à l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

4 – Modification de l'article 31.4 de l'arrêté préfectoral du 07/07/2011

4.1. – Demande de l'exploitant

L'article 31.4 de l'arrêté du 07/07/2011 prévoit que le site soit équipé de robinets incendie armés (RIA). L'exploitant juge que cette mesure est non nécessaire compte tenu du fait que le site est équipé d'extincteurs, d'une détection incendie et de poteaux incendies. L'étude de danger du site réalisée sans tenir compte de la présence de RIA conclut à l'acceptabilité du site vis-à-vis de son environnement.

4.2. – Avis de l'inspection

L'inspection des installations classées a déjà statué sur le bien fondé de cette demande lors de l'inspection du 04/05/2022. Le rapport rédigé le 16/05/2022 suite à cette visite indique :

« Lors de l'inspection il a été constaté que :

- les quantités de matières inflammables présentes étaient réduites (moins de 1 000 L d'huiles et graisses et moins de 700 L de fioul) ;
- le site était équipé d'extincteurs et de 2 bornes incendie chacune d'un débit supérieur à 100 m³/h dont une située à moins de 65 m du local de maintenance (donnée GPS) ;
- ces matériels sont entretenus et vérifiés conformément à l'arrêté préfectoral ;
- les matières combustibles ne se trouvent pas en limite de site.

Dans ces conditions, au vu des éléments complémentaires fournis par l'exploitant, l'inspection considère la présence de RIA comme une prescription inadaptée et proposera à Monsieur le Préfet dans un rapport ultérieur de donner une issue favorable à la demande de l'exploitant en modifiant cette prescription par arrêté préfectoral complémentaire. »

L'inspection des installations classées maintient l'avis émis suite à l'inspection du 04/05/2022 et propose de ne plus rendre obligatoire la présence de RIA sur le site.

5 – Suites administratives

Compte-tenu des éléments précédents, ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles mais notables au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord de fixer à la société TRAILSID par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les prescriptions actant les demandes de l'exploitant dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement (projet d'arrêté joint en annexe 1).

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté par courriel en date du 11/07/2023 et a émis des remarques par courriels en date du 12/07/2023. Celles-ci ont été prises en compte par l'inspection des installations classées.

Tenant compte des éléments cités plus haut, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de signer le projet d'arrêté joint sans passage au CODERST en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

